

ARRETE  
REGLEMENTANT  
LA CIRCULATION ET LE  
STATIONNEMENT

Publié le 27/01/2023

MAIRIE DE CABANNES

TRAVAUX D'ELAGAGE  
AVENUE DE VERDUN

EXTRAIT  
Du Registre des Arrêtés du Maire

Le Maire de CABANNES (Bouches-du-Rhône),

2023/19  
Feuillet 1/2

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal,

Vu le décret 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le Code de la santé publique,

Vu la demande en date du 19/01/2023 de l'entreprise « **RIEU** » 1783 avenue J.F.Kennedy, 84200 Carpentras (04/90/34/16/78) tendant à obtenir une autorisation pour des travaux d'élagage pour le compte du CDG 13, avenue de Verdun à CABANNES, du 30/01/2023 pour une durée de 20 jours calendaires,

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la sécurité publique de régler la circulation et le stationnement sur l'avenue de Verdun pour des travaux d'élagage d'arbres,

ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'entreprise « **RIEU** » est autorisée à procéder aux travaux d'élagage d'arbres sur l'avenue de Verdun, à partir du 31/01/2023 pour une durée de 20 jours calendaires, de 8h00 à 17h00.

**ARTICLE 2 :** La circulation sera alternée par feu ou manuellement selon le besoin, sur l'avenue de Verdun. La pose et l'enlèvement de la signalisation provisoire seront exécutés sous l'entière responsabilité de l'entreprise.

**ARTICLE 3 :** La commune dégage toute responsabilité pour tout dommage résultant du fait de l'occupation et / ou des installations du pétitionnaire. Ce dernier est tenu d'informer son assureur de cette renonciation à recours contre la commune.

**ARTICLE 4 :** L'entreprise « **RIEU** » devra rendre la chaussée propre et libre à la circulation.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera affiché en Mairie et sur les différents lieux du chantier.

**ARTICLE 6 :** Toute infraction aux présentes dispositions sera constatée par procès-verbal et tout véhicule en stationnement gênant sera enlevé par la fourrière.

**ARTICLE 7 :** Madame le Directeur Général des Services est chargée, en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la brigade territoriale de Gendarmerie d'Orgon.
- Monsieur le Chef du centre d'intervention des Sapeurs Pompiers de Noves.
- Les Agents de la Police Municipale.
- Monsieur le Responsable des Services Techniques.
- L'entreprise « **RIEU** »

Fait à CABANNES, le 20 janvier 2023

**Le Maire,**

**Gilles MOURGUES**



LE MAIRE,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- En vertu des articles L. 431-1 et L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, je vous informe que cette décision administrative peut faire l'objet :
- D'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ;
- D'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ; l'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux.